



Le refus de Maurice Kamto d'associer son image à Vision 4, rappelle le cas Emmanuel Macron durant sa campagne présidentielle en 2017. Ce dernier, en colère contre la ligne d'une chaîne de Tv en France, avait lui aussi, comme Maurice Kamto au Cameroun, refusé d'associer son image au média. .

Depuis le Mercredi 12 septembre, l'affaire Maurice Kamto - Vision 4 déchaîne des passions, notamment entre les différents camps des deux protagonistes. Maurice Kamto, le candidat du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) à la présidentielle 2018, a décliné sur Facebook l'invitation de Vision 4 à prendre part à une émission sur la chaîne, prétextant la qualité de la ligne éditoriale.

Selon lui la télé appartenant au Groupe l'Anecdote « promeut la division et la haine entre Camerounais ». « Je ne me rendrai pas dans cette chaîne de télévision qui promeut la division et la haine entre Camerounais, qui méprise les innocentes populations camerounaises anglophones (...) Je ne saurais par ma présence dans ce media, eu égard aux valeurs républicaines qui sont les miennes, cautionner la ligne éditoriale de cette chaîne qui semble ne pas s'inquiéter des conséquences désastreuses de ses accents génocidaires. » a lancé le leader du MRC à la chaîne qui a eu très souvent des positions pas très tendres envers le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun et son président.

La réaction de Maurice Kamto n'est-elle pas une réponse du berger à la bergère ? Le camp de vision 4 ne voit pas cela ainsi, et pense que le leader du MRC a simplement fuit le débat contradictoire face au politologue Mathias Eric Owona Nguini et à l'ingénieur statisticien Dieudonné Essomba. Mais pourtant, l'acte du candidat à la présidentielle 2018 au Cameroun n'est pas un cas isolé dans le monde, et rappelle par exemple celui d'Emmanuel Macron il y a un an. Nous sommes en mars 2017, pendant que la campagne présidentielle française bat son plein, le mouvement « En Marche ! », refuse de traiter la chaîne de télévision RT France et l'agence Sputnik France (du même groupe), comme n'importe quel média d'information.

Ce groupe de média financé par la Russie est accusé par le candidat Macron d'être « la première source de fausses informations » véhiculées sur lui en prévision de la présidentielle française. Dans l'ensemble de leurs sorties au sujet des relations avec ce groupe de média, le camp Macron réitère ses accusations. « Nous accusons Russia Today (RT) et Sputnik d'être la première source de fausses informations véhiculées sur notre candidat et de travailler en symbiose avec des organisations fascistes ou d'extrême droite », avait par exemple déclaré Mounir Mahjoubi l'assistante du candidat Macron à une chaîne britannique.

Le 23 avril, quelques jours avant le 1er tour de la présidentielle, l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron va par exemple refuser aux journalistes de RT l'accès à son QG de campagne. Quelques jours plus tard, la chaîne RT s'est à nouveau vu refuser l'entrée. Comme réponse aux accusations de « En Marche ! », RT va déclarer : « Si votre vision est opposée à certains médias, cela fait-il de vous un désinformateur ? Des arguments... admirables », « C'est comme ça, de manière inélégante, que la liberté d'expression s'arrête dans un pays qui est à peine moins fier de ses libertés que du camembert et du brie », a lancé Simonian; la rédactrice en chef de la chaîne.

Une réponse de RT France qui rappelle celle du Directeur de Vision 4, mercredi, en réaction aux propos de Maurice Kamto. « Quand on aspire à diriger un pays, comme le souhaite le Pr Maurice Kamto, je pense qu'on devrait affronter les contradictions. » a répondu Ernest Obama au président du MRC, rajoutant que, « Si c'est M. Kamto qui était à la place de M. Biya, avec toutes les insultes qui lui sont adressées chaque jour, sûrement toutes les chaînes de télévision au Cameroun seraient fermées. Je présume que la censure serait instaurée, je présume que plusieurs journalistes camerounais seraient en prison parce qu'ils ne partagent pas l'avis de Maurice Kamto ».

La guerre des tourtereaux n'est pas loin de se calmer avant le 07 octobre, date de la présidentielle 2018 au Cameroun